

**Nouvelles perspectives en sciences sociales**  
Revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles



*La pratique de l'action communautaire autonome. Origine, continuité, reconnaissance et ruptures*, Henry Lamoureux, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2010

Rachid Bagaoui

Sur le thème de l'échange  
Volume 9, numéro 2, mai 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1025977ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/1025977ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)  
Prise de parole

ISSN  
1712-8307 (imprimé)  
1918-7475 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bagaoui, R. (2014). Compte rendu de [*La pratique de l'action communautaire autonome. Origine, continuité, reconnaissance et ruptures*, Henry Lamoureux, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2010]. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 9(2), 237–242. <https://doi.org/10.7202/1025977ar>

## Comptes rendus de lecture

### **La pratique de l'action communautaire autonome. Origine, continuité, reconnaissance et ruptures**

Henry Lamoureux, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2010.

PAR RACHID BAGAOUI

Université Laurentienne, Sudbury

Ce livre, portant sur le mouvement communautaire et son rôle dans l'édification d'une société démocratique, fait partie de ces écrits qui ont proliféré depuis quelques décennies, suite à l'affirmation des politiques néolibérales et de ses conséquences sur la vie des gens. Le livre proposé par Henri Lamoureux, spécialiste de la question de l'action communautaire, se démarque par son style dynamique, son écriture accessible. Il s'adresse en premier lieu au milieu communautaire lui-même pour que ce dernier découvre les repères historiques et éthiques lui permettant d'évaluer ses pratiques.

Une chose importante à souligner est que, malgré sa proximité avec le milieu communautaire (rappelons que Henry Lamoureux

est un militant de longue date), l'auteur a su trouver la distance nécessaire pour faire à un travail obéissant aux exigences des sciences sociales, mais sans tomber dans la « fausse neutralité » du chercheur (le cas du chercheur se croyant sans déterminations et sans attaches). Ses analyses du mouvement communautaire sont « objectivantes », mais sans jamais oublier d'inscrire les biographies, dans ce processus. Ou, si l'on veut, pour reprendre le langage de Mills, il a su relier ensemble à la fois les enjeux collectifs et la biographie.

L'auteur part d'une thèse devenue aujourd'hui dans l'historiographie québécoise un lieu commun. Jusqu'aux années 1960, le Québec était une société vivant dans la noirceur. C'était une société rurale, soumise à la dictature de l'Église et de la bourgeoisie anglophone qui dominait par ses règles, sa représentation. L'élite québécoise, face aux multiples défaites, était devenue un instrument entre les mains des dominants. Le peuple, quant à lui, vivait dans la torpeur, inconscient de ses potentialités. Il fallait donc attendre l'après seconde guerre mondiale, surtout les années 1960, pour que la société québécoise se libère de ses chaînes. Porté au pouvoir par des jeunes modernistes (intellectuels, artistes, syndicalistes), le gouvernement libéral libère la société québécoise de l'emprise des forces conservatrices. Le mouvement syndical et les organisations d'action catholiques subissent de grandes transformations et deviennent un lieu d'activisme social d'un nouveau genre. Le clergé, lui-même, devant la faiblesse de l'autorité de l'Église, et sous l'influence de courants divers, passe « d'une éthique passive de la charité et la compassion à une éthique active de la solidarité » (p.10). Il faut mentionner que cet activisme, basé sur les besoins concrets de la population et s'alimentant de la montée du nationalisme qui combat les diverses formes d'oppression, revendique un partage équitable de la richesse et une grande laïcité de la société. Pour les raisons mentionnées plus haut, ces idées ont trouvé au Québec un terrain fertile pour s'implanter.

De ces transformations, émergera un ensemble d'organisations communautaires qui s'étendra partout sur le territoire québécois.

Cependant, les influences sur les stratégies de ces groupes sont multiples, allant du progressisme catholique de la revue *Esprit* à celles exercées par les stratégies d'action directe associée à l'activiste Saul Alinsky. Il faut aussi mentionner le courant latino-américain de la théologie de la libération et la pédagogie des opprimés qui joueront un rôle important dans la démarche communautaire. Dès le début, donc, le mouvement communautaire est le lieu de multiples influences en luttes symboliques pour définir ce que doit être un mouvement communautaire, ses frontières et son rôle. Mais, en définitive, c'est le camp « laïque », et axé sur la question sociale, prenant sa source dans l'action syndicale (et dans d'autres organismes culturels), qui allait « triompher ». La lutte populaire, axée sur la justice sociale, l'égalité homme-femme, l'abolition de l'arbitraire, la langue française, etc., va jeter les bases de ce que certains appellent aujourd'hui « le modèle québécois ». Ces luttes cependant ne resteront pas limitées à la défense des questions linguistique, juridique, économique ou culturelle. La dimension politique y joue aussi un rôle important. Le mouvement communautaire va investir dans le champ politique, que ce soit sur le plan provincial, municipal ou scolaire. Malgré la répression qui s'est abattue sur le mouvement communautaire et sur les activistes aux au début des années 1970, suite aux mesures d'exception instaurées par le gouvernement fédéral, le mouvement communautaire réussit sa pénétration en politique comme le montre l'élection du parti québécois en 1976.

Au fur et à mesure que le mouvement communautaire s'enracine dans les préoccupations des citoyens, de nouveaux champs sont explorés (santé, besoins des femmes, assistance sociale, logement, etc.). Il serait long d'énumérer toutes les réalisations du mouvement communautaire. Retenons simplement que le mouvement communautaire a élargi considérablement ses champs d'intervention et ses assises identitaires, passant de l'idée de classes sociales et de la question sociale à des considérations qui transcendent les classes, comme le genre, l'orientation sexuelle ou l'ethnie. Cet entichement de

l'action communautaire ne s'est pas fait sans heurts ni impacts (par exemple les divisions du mouvement communautaire en branches, la bureaucratisation, etc.).

Si le mouvement communautaire a réussi, tant bien que mal, à arracher une autonomie face à l'Église et face à une frange de militants d'inspiration marxiste-léniniste, cette autonomie était de courte durée. L'État met en place une série de mesures qui allaient faire du mouvement communautaire un prolongement de ses politiques (reconnaissance de leurs actions, programmes d'embauche, prestation de services, etc.). Le mouvement communautaire est devenu, suite à sa reconnaissance et à l'intégration de son réseau, un véritable partenaire de l'État. Un mouvement communautaire de première ligne. Un mouvement qui assume des services que l'État ne peut assumer efficacement. Tout cela ne pouvait pas se faire sans conséquences nombreuses : naissance d'une cohorte d'experts, collaboration avec l'État plutôt qu'antagonisme, professionnalisation, encadrement national, technostucture, etc.

Cette dynamique pose de véritables défis au mouvement communautaire. Tout en reconnaissant leurs contributions à l'édification d'une société démocratique, Henri Lamoureux, met le projecteur sur certaines ruptures survenues dans l'action communautaire. Les points de rupture sont nombreux, je me contenterai de signaler quelques-uns :

Le pouvoir des citoyens devient celui des « experts ». Bien que l'intérêt d'une expertise soit indéniable, cela ne va pas sans conséquences. Selon Lamoureux, tout indique que « de plus en plus d'experts jouent le rôle de représentation à la place des élus ou des autres membres des organismes » (p. 50). Il s'ensuit, devant cette forme de spécialisation, que ceux qui sont actifs n'occupent plus une place prépondérante au sein de l'organisation.

Un autre problème que rencontre le milieu communautaire est la perte de la fonction de contestation qui était à la base de son existence. Le milieu est réduit aujourd'hui à gérer les problèmes sociaux au lieu de lutter pour le changement social et pour éradiquer les causes des problèmes que rencontrent les citoyens. En ce sens, on peut dire que le militant s'est métamorphosé en expert puis en gestionnaire.

Le bénévolat constitue aussi une autre dimension qui mérite discussion. Il est connu que le bénévolat constitue une part importante des effectifs qui composent une organisation communautaire. La contribution des bénévoles est largement soulignée par les praticiens et tous les travaux portant sur cette question. Il n'en demeure pas moins qu'une organisation qui dépend du bénévolat rencontre fatalement des problèmes. Les bénévoles ne sont pas tenus de respecter tout engagement envers l'organisation. Ils sont libres, ils peuvent décrocher à tout moment. Ils gèrent leur temps, non en fonction d'un contrat, mais en fonction de leur conviction. Ils ne sont pas tenus de s'intéresser à toute activité ni de s'intéresser à des tâches complexes. Tout cela pèse lourd sur l'organisation et surtout crée une certaine dépendance de l'organisation à l'égard du travail bénévole.

Dès ses débuts, l'existence du mouvement communautaire est intimement liée à la sphère politique. L'engagement des militants dans les organisations politiques pose des défis aux organisations. Cela les prive d'experts et des leaderships mobilisateurs. Cela aussi pose le problème de l'indépendance. Souvent les experts et les leaders qui ont fait le saut en politique descendent sur le terrain pour convaincre le mouvement communautaire d'endosser les politiques du parti.

Un autre problème est le communautarisme, attitude de replie qui guette les organisations communautaires. Bien que cela puisse paraître paradoxal d'associer l'action communautaire au communautarisme, il y a toutes les raisons de croire que les organisations sont menacées par ce genre d'attitudes. Il suffit de penser au clientélisme et à toutes les formes de discrimination positive. Même si certaines circonstances peuvent justifier ces phénomènes, ils portent néanmoins en eux une potentialité de rupture sociale.

Il existe d'autres ruptures ou dérives liées au lien des organisations communautaires à l'État, qui s'expliquent par le contexte d'aujourd'hui – contexte marqué par l'affirmation des politiques néolibérales. On peut aussi penser à la question nationale qui était au fondement du mouvement communautaire mais qui n'arrive pas à s'imposer sur le plan politique. Il y a aussi la perte de la dimension éducative des citoyens, dimension qui était au cœur de l'action communautaire.

Au total, donc, le mouvement communautaire connaît un « succès » énorme tant sur le plan de l'édification de la démocratie que dans la lutte contre l'injustice sociale et ses causes. Mais ce

succès ne peut se réaliser sans transformer le mouvement communautaire et provoquer des dérives et des ruptures sociales. C'est donc aux organisations communautaires de continuer la lutte tout en aménageant des espaces pour l'autocritique. Le livre de Henri Lamoureux fournit quelques pistes très importantes pour une telle entreprise.

## **Cultural Sociology within Innovative Treatise : Islamic Insights on Human Symbols**

Mahmoud Dhaouadi, Lanham, University Press of America, 2013.

**PAR MARC CHARRON**

Université Laurentienne, Sudbury

**I**l faut marcher dans les pas d'Ibn Khaldoun pour saisir la démarche du professeur Dhaouadi et situer son propos dans le développement d'un point de vue islamique sur la culture. En effet, à qui se refuse d'emprunter les codes occidentaux, des colonisateurs et faire œuvre scientifique à la fois, la pensée d'Ibn Khaldoun (1332-1406) dans son livre *La Mouqaddima* devient un passage obligé. Comme le dit Chawki Gaddes :

La *Mouqaddima* est une œuvre scientifique, car basée sur l'observation d'un sujet ou d'un fait, suivi d'une déduction logique à la lumière de